

No. 33792

**FRANCE
and
ALBANIA**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of
investments. Signed at Paris on 13 June 1995**

Authentic texts: French and Albanian.

Registered by France on 19 May 1997.

**FRANCE
et
ALBANIE**

**Accord sur l'enconragement et la protection réciproques des
investissements. Signé à Paris le 13 juin 1995**

Textes authentiques : français et albanais.

Enregistré par la France le 19 mai 1997.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République d'Albanie, ci-après dénommés "les Parties contractantes".

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux pays et de créer des conditions favorables pour les investissements des nationaux et des sociétés d'une Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 Définitions

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué. Les dispositions du présent accord s'appliquent aussi, à compter de son entrée en vigueur, aux investissements réalisés avant cette date.

¹ Entré en vigueur le 14 juin 1996 par notification, conformément à l'article 13.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "national" désigne une personne physique possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci.

3. Le terme de "société" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, intérêts, plus-values, dividendes, redevances, honoraires, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Admission et encouragement des investissements

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 3

Traitement juste et équitable

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4**Clause de la Nation la plus favorisée et traitement national**

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés (traitement national), ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée (clause de la Nation la plus favorisée), si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

ARTICLE 5**Nationalisation, expropriation ou mesures de dépossession**

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. a) Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

b) Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession. Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

ARTICLE 5**Compensation des dommages et des pertes**

Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 7**Transferts**

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 b) et à l'Article 6 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

ARTICLE 8**Garantie des investissements**

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8**Règlement des différends relatifs aux investissements**

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, la Partie contractante qui est partie au différend consent à toute demande du national ou de la société partie au différend de le soumettre, pour conciliation ou arbitrage, au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.),

créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 10

Subrogation

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 11

Règlement des différends entre les Parties contractantes

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par des consultations entre les Parties contractantes ou par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

ARTICLE 12**Engagements particuliers**

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 13**Entrée en vigueur, durée et expiration**

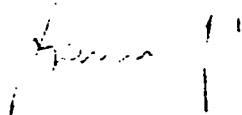
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

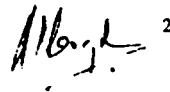
A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

FAIT à Paris le 13 juin 1995, en deux originaux, chacun en langue française et en langue albanaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



Pour le Gouvernement
de la République d'Albanie :



¹ Hervé Gaymard.

² Aleksander Meksi.

[ALBANIAN TEXT — TEXTE ALBANAIS]

MARREVEESHJE MIDIS QEVERISE SE REPUBLIKES FRANCEZE DHE QEVERISE SE REPUBLIKES SE SHQIPERISE MBI NXIT- JEN DHE MBROJTJEN RECIPROKE TE INVESTIMEVE

Qeveria e Republikës së Francës dhe Qeveria e Republikës së Shqipërisë, këtu më poshtë të quajtura "Pales Kontraktuese".

Duke dëshiruar të forcojnë bashkëpunimin ekonomik midis dy vendeve dhe të krijojnë kushte të favorshme për investimet e shtetasve dhe shoqëritë të njërës Pale Kontraktuese në territorin dhe në zonën detare të Paleve të tjetër Kontraktuese.

Të bindur që nxitja dhe mbrojtja e këtyre investimeve shërbejnë për të nxitur transferimin e kapitaleve dhe të teknologjive midis dy vendeve, në interes të zhvillimit të tyre ekonomik ;

U moren vesh për dispozitat e mëposhteme :

Neni 1 Percaktime

Për aplikimin e kesaj Marreveshjeje :

1 Termi "Investim" nënkorton çdo pasuri, si të mirat materiale, të drejtat dhe interesat e çdo natyre dhe, me në veçanti por jo ekskluzivisht :

a) pasuritë e tundshme dhe të patundshme, si dhe të gjitha të drejtat e tjera reale si hipotekat, privilegjet, të drejtën e perdonimit, dorezania dhe të drejta të tjera të ngjashme ;

b) aksionet, primet e emisioneve dhe forma të tjera të pjesëmarrjes, qoftë në minoritet ose indirekte, në shoqëritë e krijuara në territorin e njërës prej Paleve Kontraktuese ;

c) obligacionet, kredite dhe të drejtat që lindin nga çdo detyrim, që ka një vlerë ekonomike ;

d) të drejtat e pronësive intelektuale, tregtare dhe industriale si e drejta e autorit, patentat e shpikjeve, licencat, markat e depozituara, modelet dhe maketet industriale, procedurat teknike, know-how, emrat e depozituar dhe klientela ;

e) koncesionet e dhëna nga ligji ose mbi bazën e një kontrate, vecanerisht koncesionet në lidhje me kullimin, punimin, nuxhjen ose shfrytëzimin e pasurive natyrore, duke përfshirë edhe ato që gjenden në zonën detare të Paleve Kontraktuese.

Nënkuptohet që këto pasuri duhet të jenë ose të kenë qenë investuar në përputhje me legjislacionin e Paleve Kontraktuese në territorin ose në zonën detare të se ciles është kryer investimi. Dispozitat e kesaj Marreveshjeje aplikohen, gjithashtu, duke filluar nga hyrja e saj në fuqi, për investimet e realizuara përpara kesaj date.

Të gjitha modifikimet në formën e investimit të pasurive, nuk e prekin cilesinë e tij si investim, me kusht që ky modifikim të mos jetë në kundërshtim me legjislacionin e Paleve Kontraktuese në territorin ose në zonën detare të se ciles është realizuar investimi.

2. Termi "shtetas" nënkorton një person fizik që zoteron shtetësinë e njërës prej Paleve Kontraktuese, në përputhje me legjislacionin e saj.

3. Termi "shoqeri" nenkupton cdo person moral te krijuar ne territorin e njerës prej Paleve Kontraktuese, ne perputhje me legjislacionin e saj dhe qe ka aty seline sociale, ose kontrollohet drejtperdrejte ose indirekt nga shtetasit e njerës Pale Kontraktuese, ose nga personat morale qe kane seline e tyre sociale ne territorin e njerës prej Paleve Kontraktuese dhe eshte krijuar ne perputhje me legjislacionin e saj.

4. Termi "te ardhura" nenkupton te gjitha shumtat e prodhuara nga nje inves-tim, te tilla si, fitimet, interesat, mitjet e kapitalit, dividendet, shperblimet, honoraret, gjate nje periudhe te dhene.

Te ardhurat nga investimi dhe, ne rast nriinvestimi, te ardhurat nga ky nriinvestim gezojne te njejtën mbrojtje si dhe investimi.

5. Kjo marreveshje alikohet ne territorin e seciles nga Palet Kontraktuese si dhe ne zonen detare te seciles prej Paleve Kontraktuese, ketu me poshte percaktuar si zone ekonomike dhe shelfi kontinental qe shtrihen pertej kufirit te ujrave territoriale te seciles nga Palet Kontraktuese dhe mbi te cilet ato kane, ne perputhje me te Drejten Nderkombetare, te drejta sovrane dhe nje juridiksion me qellim kerkimi, shfrytezimin dhe ruajtjen e burimeve natyrore.

Neni 2

Pranimi dhe Inkurajimi i investimeve.

Secila nga Palet Kontraktuese pranon dhe inkurajon, ne kuadrin e legjislacionit te saj dhe dispozitave te kesaj Marreveshje, investimet e kryera nga shtetasit dhe shoqerite e Pales tjeter ne territorin e saj dhe ne zonen e saj detare.

Neni 3

Trajtimi i drejte dhe i barabarte.

Secila nga Palet Kontraktuese angazhohet qe te siguroje, ne territorin dhe ne zonen detare te saj, nje trajtim te drejte dhe te barabarte, ne perputhje me parimet e te Drejtes Nderkombetare per investimet e shtetasve dhe shoqe-rive te Pales tjeter Kontraktuese dhe te beje te mundur qe ushtrimi i te drejtes tashme te njohur te mos pengohet as me ligj, as ne fakt. Ne vecanti, por jo ekskluzivisht, konsiderohen si shkelje te te drejtes apo te trajtimit te drejte dhe te barabarte, te gjitha kufizimet ne blerjen dhe transportin e lendeve te para dhe materialeve ndihmese, te energjise dhe lendeve djegese, si dhe mjeteve te prodhimit dhe te shfrytezimit te cdo lloji, te gjitha pengesat ne shfajten dhe ne transportimin e produkteve brenda vendit dhe jashte, si dhe te gjitha masat e tjera qe kane nje efekt te ngjashem.

Palet Kontraktuese do te ekzaminojne me dashamiresi, ne kuadrin e legjislacionit te tyre te brendshem, kartesat per hyrje dhe per autorizim per qendrim, per pune dhe qarkullim te paraqitura nga shtetasit e njerës Pale Kontraktuese, ne lidhje me nje investim te realizuar ne territorin apo ne zonen detare te Pales tjeter Kontraktuese.

Neni 4

Klauzola e Kombit me te favorizuar dhe trajtimi kombetar.

Secila Pale Kontraktuese aplikon, ne territorin e saj dhe ne zonen e saj detare, per shtetasit apo shoqerite e Pales tjeter, persa i perket investimeve te tyre dhe aktiviteteteve qe lidhen me keto investime, nje trajtim jo me pak te favorshem se sa ai qe i akordohet shtetasve dhe shoqerive te saj (trajtimi kombetar), ose trajtimi qe i akordohet shtetasve apo shoqerive te Kombit me te favorizuar (klauzola e Kombit me te favorizuar), ne qofte se ky eshte me i levertdashem. Ne kete kuptim, shtetasit te autonizuar qe te punojne ne territorin dhe zonen detare te njerës prej Paleve Kontraktuese, duhet te mund te perfitojne lehtesira materiale te pershiateshme per ushtrimin e aktivitetit te tyre profesional.

Megjithate ky trajtim nuk shtrihet per privilegjet qe nje Pale Kontraktuese i jep shtetasve apo shoqerive te nje Shteti te trete, mbi bazen e pjesemarrjes ose bashkimit te saj ne nje zone te kembimit te lire, nje bashkimi doganor nje tregu te perbashket ose cdo forme tjeter te organizimit ekonomik rajonal.

Dispozitat e ketij Neni nuk aplikohen per problemet tatimore.

Neni 5

Shtetezimi, shpronosimi ose masa te shpronosimit

1. Investimet e kryera nga shtetasit apo shoqerite e njerës apo tjetres Pale Kontraktuese gezojne, ne territorin dhe ne zonen detare te Pales tjetere Kontraktuese, nje mbrojtje dhe nje siguri te plote dhe teresore.

2 a) Palet Kontraktuese nuk marrin masa shpronosimi apo shtetezimi ose cdo mase tjeter, efekti i se ciles eshte qe te shpronesoje, drejtperdrejte ose indirekt, shtetasit dhe shoqerite e Pales tjetere nga investimet qe ju perktuon ato, ne territorin e tyre dhe ne zonen e tyre detare, me perjashtim te rastit kur kryhet per shkak te nevojave publike dhe me kusht qe keto masa te mos jene as diskriminuese, as ne kundërshtim me nje angazhim te vecante.

b) Te gjitha masat e shpronosimit qe mund te merren duhet t'i hapin rrugen nje pagese te shpejte dhe te pershtateshme, shuma e te ciles, e barabarte me vleren reale te ketyre investimeve, duhet vleresuar ne raport me nje situete ekonomike normale dhe perpara te gjitha rreziqeve te shpronosimit.

Ky demshperblim, shuma e tij dhe modalitetet e derdhjes se tij fiksohen jo me vonë se data e shpronosimit. Ky demshperblim eshte efektivisht i reali-zueshem, i derdhshem pa vonese dhe lirisht i transferueshem. Ai prodhon, deri ne daten e derdhjes, interesa te flogaritura me perqindjen e interesit te tregut, te pershtateshem.

Neni 6

Kompesimi i demeve dhe humbjeve

Shtetasit apo shoqerite e njerës prej Paleve Kontraktuese, investimet e te cileve kane pesuar humbje per shkak te luftes ose cdo konfliktit te armatosur, revolucionit, gjendjes se jashtezakonshme kombetare ose revoltave qe ndodhin ne territorin ose ne zonen detare te Pales tjetere kontraktuese, do te perfitojne nga ana e kesaj te fundit nje trajtim jo me pak te favorshem se sa ai qe ju akordohet shtetasve apo shoqerive te saj apo atyre te kombit me te favortshem.

Neni 7

Transferimet

Çdo Pale Kontraktuese ne territorin apo zonen detare te se ciles jane kryer investime nga shtetas apo shoqeritë te Pales tjetere Kontraktuese, i akordon ketyre shtetasve apo shoqerive transferimin e lire :

a) te interesave,dividenteve,fitimeve dhe te ardhurave te tjera korente; percaktuara ne paragrafin 1, shkronja d) dhe e) te nenit 1 ;

c) te derdhjeve te kryera per nimbursimin e huave te kontraktuara rregullisht ;

d) te produktit te cedimit ose te likuidimit te plote ose te pjesshem te investimit, duke perfshire edhe vleren e shtuar te kapitalit te investuar ;

e) te demshperblimit per shpronosimet ose humbjet e parashikuara ne nenin 5, paragrafet 2 b) dhe Neni 6, si me siper.

Shtetasit e seciles nga Palet Kontraktuese, qe jane autorizuar te punojne ne territorin apo ne zonen detare te Pales tjeter Kontraktuese, ne kuadrin e nje investimi te pranuar, autorizohen gjithashtu te transferojne ne vendin e tyre te origjines nje sasi te pershtateshme te shperblimit te tyre.

Transferimet e parashikuara ne paragrafet e mesiperme kryhen pa vonese me kursin normal te kembimit, zyrtarisht te aplikueshem ne daten e transferimit.

Neni 8 Garantimi i Investimeve.

Ne masen qe legjislacioni i njeres prej Paleve Kontraktuese parashikon nje garanci per investimet e kryera jashte shtetit kjo mund t'u akordohet ne kuadrin e nje shqyrtimi rast per rast per investimet e kryera nga shtetasit apo shoqerite e kesaj Pale ne territorin apo ne zonen detare te Pales tjeter.

Investimet e shtetasve dhe shoqerive te njeres prej Paleve Kontraktuese ne territorin apo ne zonen detare te Pales tjeter mund t'a marrin garancine e permendur si me siper, vetem ne qofte se kane marre me pare aprovimin e kesaj te fundit.

Neni 9 Rregullimi i mosmarveshjeve ne lidhje me Investimet.

Te gjitha mosmarveshjet ne lidhje me investimet midis njeres prej Paleve Kontraktuese dhe nje shtetasi ose nje Shoqerie te Pales tjeter Kontraktuese zgjidhen miqesisht midis dy Paleve te prekura.

Ne qofte se nje mosmarveshje e tille nuk mund te zgjidhet brenda nje afati prej 6 muajsh, duke filiuar nga momenti kur ajo eshte ngritur nga njera prej Paleve ne mosmarveshje, Pala Kontraktuese qe eshte Pale ne mosmarre-veshje lejon per cdo kerkese te shtetasve ose shoqerive Pale ne mosmarveshje, qe t'ia nenshtrojne ate per zgjidhje apo arbitrazh, Qendres Nderkombetare per Rregullimin e mosmarveshjeve ne lidhje me investimet(C.I.R.D.I.), te krijuar nga Konventa per rregullimin e mosmarveshjeve ne lidhje me investimet midis shteteve dhe shtetasve te shteteve te tjera, e nenshkruar ne Uashington me 18 mars 1965.

Neni 10 Zevendesimi me te drejta te plota.

Ne qofte se njera nga Palet Kontraktuese, mbi bazen e nje garancie te dhene per nje investim te realizuar ne territorin apo ne zonen detare te Pales tjeter kryhen derdhje parash per llogari te nje prej shtetasve te saj ose per nje nga shoqerite e saj, ajo eshte ne kete menyre zevendesuese e te drejtave dhe veprimeve te ketij shtetasi, apo kesaj shoqerie.

Keto derdhje nuk prekin te drejtat e perfituesit te garancise qe t'i drejtohet C.I.R.D.I.-se, ose te ndjeke veprimet e paraqitura perpara tij deri ne perfundimin e procedurave.

Neni 11 Rregullimi i mosmarveshjeve midis Paleve Kontraktuese.

1 Mosmarveshjet ne lidhje me interpretimin apo aplikimin e kesaj Marveshjeje, duhet te rregullohen per sa eshte e mundur nepermjet konsultimeve midis Paleve Kontraktuese ose ne ruge diplomatike.

2. Ne qofte se brenda nje afati prej 6 muajsh, duke filluar nga momenti i ngritjes se saj nga njera ose tjetra Pale Kontraktuese, mosmarveshja nuk eshte zgjidhur, ajo i nenshtrohet me kerkese te njerese ose tjetres Pale Kontraktuese nje gjykate arbitrazhi.

3. Kjo gjykate do te krijohet per cdo rast te vecante ne menyren e meposhteme: Cdo Pale Kontraktuese percakton nje anetar dhe te dy anetaret percaktojne me nje marveshje te perbashket shtetasin e nje shteti te trete, i cili emerohet President i Gjykates, nga te dy Palet Kontraktuese. Te gjitha anetaret duhet te emerohen brenda nje afati prej 2 muajsh duke filluar nga data ne te cilen nje nga Palet Kontraktuese i ka bere te ditur Palet tjetër Kontraktuese qellimin e saj, qe t'ia nenshtroje mosmarveshjen arbitrazhit.

4. Ne qofte se afati i caktuar ne paragrafin 3 ketu me siper nuk eshte mbajtur parasysh njera apo tjetra Pale Kontraktuese, ne mungese te cdo Marveshjeje, fton Sekretarin e Pergjithshem te Organizates se Kombeve te Bashkuara te beje emerimet e nevojshme. Ne qofte se Sekretari i Pergjithshem eshte shtetas i njerese apo tjetres Pale Kontraktuese, ose per nje aresye tjetër ai ndalohet te ushtroje kete funksion. Zevendesekretari i Pergjithshem, me i vjeter, dhe qe nuk ka shtetesine e ndonjeres nga Palet Kontraktuese, ben emerimet e nevojshme.

5. Gjykata e arbitrazhit i merr vendimet e saja me shumice votash. Keto vendime jane perfundimtare dhe te zbatueshme me te drejte te plote per Palet Kontraktuese.

Gjykata e arbitrazhit percakton vete rregullat e saj. Ajo interpreton Vendimin me kerkesen e njerese ose tjetres Pale Kontraktuese. Me perjashtim te rasti kur Gjykata vendos ndryshe, duke mbajtur parasysh rrethanat e vecanta, shpenzimet e procedurave se arbitrazhit duke perfshire edhe shperblimin e arbitrave, ndahen ne menyre te barabarte ndis Paleve Kontraktuese.

Neni 12 Angazhime te vecanta.

Investimet qe jane bere objekt i nje angazhimi te vecante te njerese prej Paleve Kontraktuese, perfundimi shtetasve dhe shoqerive te Paleve tjetër Kontraktuese, rregullohen pa paragjykim nga dispozitat e kesaj Marveshjeje, nga termat e ketyre angazhimeve, ne masen qe ato perbejne dispozita me te favorshme se ato qe parashkohen nga kjo Marveshjeje.

Neni 13 Hyrja ne fuqi, zgjatja dhe perfundimi.

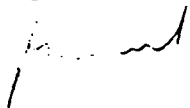
Secila nga Palet do t'i beje te ditur tjetres pembushjen e procedurave te brendshme, te nevojshme per hyrjen ne fuqi te kesaj Marveshjeje, qe do te hyje ne fuqi nje muaj pas dites se marrjes se njoftimit te fundit.

Marveshja eshte perfunduar per nje zgjatje fillestare prej 10 vjetesh. Ajo do te qendroje ne fuqi pas kesaj afati, me perjashtim te rasti kur njera nga Palet e denoncon ne rruge diplomatike me nje paralajmerim prej nje viti.

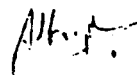
Me perfundimin e vlefshmense te kesaj Marveshjeje, investimet e kryera gjate kohes qe ajo ishte ne fuqi, do te vazhdojne te perfitojne nga mbrojtja e dispozitave te saj, per nje penudhe suplementare prej 20 vjetesh.

Bere ne Paris, me 13 gjetor 1997,
ne dy kopje origjinale, secila ne gjuhen shqipe
dhe ne gjuhen frenge, te dy tekstet kane
fuqi te barabarte.

Per Qeverine
e Republikes Franceze:



Per Qeverine
e Republikes se Shqiperise:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
ALBANIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTEC-
TION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Albania, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two countries and to create favourable conditions for investments by national or companies of one Contracting Party in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to all assets such as property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual and industrial property rights (such as copyrights, patents for inventions, licenses, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made. The provisions of this Agreement shall also apply, with effect from its entry into force, to investments made before that date.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

¹ Came into force on 14 June 1996 by notification, in accordance with article 13.

2. The term “national” shall apply to an individual having the nationality of one Contracting Party, in accordance with its legislation.

3. The term “company” shall apply to any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, interest, capital gains, dividends, royalties or fees, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2

PERMISSION FOR AND PROMOTION OF INVESTMENTS

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

JUST AND EQUITABLE TREATMENT

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*. In particular, but not exclusively, the following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect;

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favorable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

NATIONAL OR MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals or companies of the other Party in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies (national treatment), or the treatment accorded to nationals or companies of the most-favoured nation (most-favoured-nation clause), if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and the maritime zone of one Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

Article 5

NATIONALIZATION, EXPROPRIATION OR DISPOSSESSION MEASURES

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. (a) The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

(b) Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession. The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

Article 6

COMPENSATION FOR DAMAGE AND LOSSES

Nationals or companies of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded, by the latter Party, treatment which is no less

favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most-favoured nation.

Article 7

TRANSFERS

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, subparagraph 2 (b), and article 6 above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 8

GUARANTEE OF INVESTMENTS

Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 9

SETTLEMENT OF DISPUTES RELATING TO INVESTMENTS

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the Contracting Party which is a party to the dispute shall consent to any request of the national or company party to

the dispute to submit it for conciliation or arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 10

SUBROGATION

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 11

SETTLEMENT OF DISPUTES BETWEEN THE CONTRACTING PARTIES

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through consultations between the Contracting Parties or through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman of the Tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

Article 12

SPECIFIC UNDERTAKING

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 13

ENTRY INTO FORCE AND PERIOD OF VALIDITY

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Paris on 13 June 1995, in two originals, each in French and Albanian, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

HERVÉ GAYMARD

For the Government
of the Republic of Albania:

ALEKSANDER MEKSI
